

Madame la Directrice Académique, Monsieur le Préfet, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Le Président a annoncé le 14 juin la réouverture des écoles pour tous les élèves et ce de manière obligatoire, " selon les règles de présence normale". Comme à son habitude, le président fait une annonce sans qu'aucune modalité pratique ne soit indiquée. Nous dénonçons une nouvelle fois la communication gouvernementale qui met à mal les collègues vis à vis des familles. Les enseignant.es ont à nouveau été jeté.es en pâture, les discours nauséabonds ne font que continuer ! Le président de la République n'a d'ailleurs rien dit sur les enseignant.es pendant son allocution. Il a rendu hommage aux soignants et "à tous ceux qui ont continué à travailler" permettant à la population de se nourrir. Alors que les enseignant.es font l'objet d'une véritable campagne de dénigrement dans la plupart des grands médias le silence présidentiel fait sens. Alors même que le président parle d'unité il n'a pas un mot pour mettre fin au prof bashing ! Comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, ce sont pourtant les enseignant.es qui portent l'école à bout de bras depuis le début de la crise !

Quelles que soient les conditions sanitaires, la rentrée 2020 ne sera pas comme les autres. Depuis le mois de mars, les inégalités sociales d'accès aux apprentissages se sont creusées, de par les difficultés liées à l'équipement des familles, à leur lien avec l'école, à leurs conditions de vie. La perte des interactions sociales et pédagogiques, des organisations didactiques, des moments formels et informels a nui à tous et toutes, et impacte particulièrement les élèves des milieux populaires. Le confinement a empêché les élèves d'accéder librement à certain.es professionnel.les sociaux et de santé, les privant ainsi de certains de leurs droits, être écoutés, protégés et accompagnés librement au sein des établissements scolaires. L'enseignement à distance ne remplacera jamais l'enseignement dans les écoles, collèges, lycées... lieux d'apprentissage, de socialisation et d'interactions.

La situation est exceptionnelle et demande des réponses qui doivent rester exceptionnelles et ne sauraient préfigurer une évolution à long terme de l'école. Pour la FSU, le numérique et les états généraux ministériels prévus en novembre ne peuvent être la réponse à la nécessaire réduction des inégalités scolaires ; le dispositif 2S2C ne peut qu'être temporaire et ne doit pas conduire à la disparition de certains enseignements proposé sur le temps scolaire. Il pourrait préfigurer une externalisation des enseignements et une remise en cause des rythmes scolaires. La délégation d'enseignements aux collectivités territoriales ou aux associations va amplifier les inégalités. Elle signe le renoncement de l'Éducation nationale à assurer une partie des enseignements qui ne sont pas considérés par le Ministre comme « fondamentaux ».

Pour la FSU, le temps scolaire doit être dissocié du temps périscolaire : les activités culturelles, sportives et artistiques, fussent-elles d'excellente qualité et menées en partenariat avec des enseignant-e-s, ne peuvent qu'être complémentaires et non s'y substituer ; la question des inégalités ne peut être renvoyée uniquement vers les vacances, qualifiées d'apprenantes.

De nombreuses inconnues demeurent quant aux conditions de rentrée. La situation sanitaire de septembre est difficilement prévisible : la mise en place d'un nouveau protocole sanitaire n'est pas à exclure. Une nouvelle fois, il est possible que l'école retrouve un caractère hybride entre distanciel pour les uns et présentiel pour les autres. L'hétérogénéité du niveau des élèves français, avec un écart de résultats entre les élèves les plus favorisés et les plus défavorisés place la France parmi les pays les plus inégalitaires (selon les résultats PISA). Si l'école n'a pas su réduire ces inégalités, force est de constater que durant cette période de confinement ce sont les élèves les plus en difficultés qui se sont trouvés les plus éloignés de l'école. Les quelques semaines de reprise de l'école ou les fameuses vacances apprenantes n'auront pas permis de "combler le retard".

Le rattrapage de ce qui n'aura pu être enseigné cette année, tout comme la remédiation pour les élèves n'ayant pu suivre l'école à distance, nécessitera un travail au plus près des élèves, en présentiel. La mise de côté de toutes les évaluations qui ne feraient pas sens pour les équipes et des aménagements de certains programmes seront nécessaires.

Renoncer aux suppressions de postes

Il faut renoncer aux suppressions de postes ou fermetures de classes pour cette rentrée et mettre en œuvre de façon urgente un plan de recrutement supplémentaire de personnels, en commençant par un plan de titularisation de tous les non titulaires, permettant la prise en charge ou l'accompagnement des élèves dans des groupes classes allégés dès la rentrée et dans les années qui viennent afin de permettre de lutter réellement contre les inégalités scolaires qui se sont creusées ces dernières années et qui se sont amplifiées lors de la période de confinement.

Plus globalement, ce sont aussi les personnels de vie scolaire (pour les collèges et les lycées) et les agents d'accueil et d'entretien, et tous les personnels des équipes pluri professionnelles qui manquent au bon fonctionnement quotidien des écoles et des établissements, qu'il faut recruter en urgence. La crise économique et sociale qui va s'amplifier dans les mois à venir va demander à ce que l'éducation Nationale puisse prendre en charge par les actions des infirmières, des assistants de service social, des psychologues de l'Éducation nationale tout comme les enseignants spécialisés, les difficultés des élèves qui vont se développer. L'ensemble de ces moyens doit donc être renforcé en urgence et à long terme. Du temps de concertation inclus dans les services est également une nécessité car le suivi des élèves va réclamer un suivi étroit et concerté, en équipe pluri-catégorielle. Il est aussi nécessaire d'engager un plan pluriannuel d'aménagements et de constructions et d'équipement des professeur-es et des élèves, notamment en fournissant un matériel informatique adapté pour les enseignants afin de leur permettre de travailler correctement à domicile si les conditions le nécessitent.

Mais on est loin, pour l'instant d'améliorer les conditions des élèves, dans les collèges de l'Ain, Le taux d'encadrement va encore baisser. Les classes surchargées (à 27 élèves et plus) seront la majorité. Et la seule aide proposée pour combler le retard pris par l'ensemble des élèves, et particulièrement les plus fragiles est l'opération... « devoirs faits », qui repose sur le dévouement des collègues déjà surchargés de travail, et n'est, bien sûr pas la réponse à apporter.

Direction et fonctionnement de l'école

Dans la période actuelle, les directeurs et directrices d'école sont particulièrement sollicités et jouent encore davantage un rôle essentiel pour assurer le bon fonctionnement de l'école, dans le cadre réglementaire actuel et malgré les tentatives du ministère de passer outre. Depuis de nombreuses années, le SNUipp-FSU a avancé des propositions concrètes pour améliorer leurs conditions de travail et mieux reconnaître la fonction. Loin de répondre de manière satisfaisante aux urgences exprimées, la proposition de loi visant à créer une « fonction de directeur d'école », dégraderait le fonctionnement de l'école et les conditions de travail de l'ensemble des personnels et contribuerait au renforcement du nouveau management public.

Le chantier ministériel à l'arrêt doit reprendre dans les meilleurs délais pour répondre véritablement aux besoins de temps, d'allègement des tâches, de formation et d'aide administrative.

Vous l'aurez donc compris, la FSU demande une fois de plus à nos ministères de changer radicalement de cap dans les politiques menées ces dernières années. Elle continuera à dénoncer les mesures déjà prises ou qui risquent d'être prises pour la rentrée prochaine qui ne feront que renforcer les inégalités. Elle poursuivra son combat pour la construction d'un système éducatif plus démocratique, plus juste et plus égalitaire, pour une École et un enseignement supérieur de la réussite de toutes et tous.